

séquent, nous avons eu plus de difficultés à nous adapter à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et aussi à la mondialisation des marchés.

Le multilatéralisme a été et demeure une tendance persistante de la politique commerciale canadienne, bien qu'on s'en soit un peu éloigné par la signature d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. C'est pourquoi nous continuons à participer aux négociations du GATT et c'est pourquoi nous appuyons la formation d'une organisation mondiale du commerce. C'est également pour cette raison que nous appuyons l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et son expansion. Plus il y aura de membres signataires de l'ALENA, moins nous nous sentirons isolés dans nos rapports avec les États-Unis.

La seconde tendance persistante de la politique commerciale canadienne réside dans notre préoccupation à l'égard des relations canado-américaines, préoccupation qui remonte aux débuts de la Confédération. Je ne tenterai pas de faire un relevé historique depuis 1867. Je me contenterai d'illustrer la nature de ces relations en relatant certains événements plus récents auxquels j'ai participé.

Certains d'entre vous se souviennent peut-être d'une conférence de presse du premier ministre John Diefenbaker à son retour d'un voyage au Royaume-Uni en 1957 au cours de laquelle il a déclaré que nous devrions réduire de 15 p. 100 nos importations des États-Unis en faveur de la Grande-Bretagne. Je me souviens très bien de cette occasion parce que j'étais alors sous-ministre du Commerce et que j'avais préparé un mémoire à l'intention du Ministre signalant les difficultés et les dangers d'une telle proposition. Malgré les avertissements de ses conseillers, le gouvernement Diefenbaker a défendu cette idée de déviation du commerce au cours d'une réunion du comité dit ministériel conjoint à Washington en 1957. Le ministre des Finances, Donald Fleming, a alors signalé que le Canada ne voulait pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. John Foster Dulles a rétorqué que la raison pour laquelle le Canada vendait autant de produits aux États-Unis était que les Américains payaient comptant, et qu'en outre, le Canada n'aurait pas pu vendre grand chose à l'Europe s'il n'y avait pas eu le Plan Marshall. La remarque était assez brutale.

Le gouvernement britannique, bien entendu, a aimé cette idée de réorientation du commerce et a suggéré que la signature d'un accord de libre-échange entre le Canada et le Royaume-Uni serait un moyen de la réaliser. Le gouvernement canadien a prétendu qu'aucune proposition de ce genre n'avait été faite. J'ai appris plus tard que le gouvernement britannique avait été déçu des résultats parce qu'à cette époque le général de Gaulle bloquait les efforts que faisaient les Britanniques pour se joindre à la Communauté européenne.

Comme le prouvent les données statistiques, le Canada était plus dépendant du commerce avec les États-Unis à la fin du régime Diefenbaker qu'il ne l'avait été au début.

Lorsque le gouvernement Pearson a pris les rênes du pouvoir en 1963, l'une de ses premières réalisations a été la négociation avec les États-Unis d'un accord sur l'industrie de l'automobile. Fait assez curieux, l'idée est venue des Américains, qui l'ont